

nions prévues par le gouvernement et l'Association postulent un groupe très restreint. Je ne dis pas qu'il s'agira du Conseil canadien des normes, mais, tout comme on ne demanderait pas au Conseil des Arts du Canada de donner un concert de piccolo, le Conseil canadien des normes n'assumera pas les fonctions du secteur privé et des organismes volontaires, à moins de nécessité absolue, alors qu'il ne pourrait se dérober à cette responsabilité fondamentale. Impossible de s'en remettre totalement aux lois du marché. Penser que notre économie est tout à fait libre serait une illusion. Je ne devrais pas dire «libre» tout court, car nous vivons dans une société libre. Je veux dire un marché entièrement libre.

Bien des facteurs entrent en jeu, à l'échelon international surtout; divers objectifs, tous fort bons, et divers points de vue nous touchent tous. Qui d'entre nous est sans préjugés ou sans point de vue personnel? C'est tout à fait légitime. Mais les gens du secteur privé qui s'opposent à ces propositions ont peur de fantômes. Je suis membre de la Chambre de commerce canadienne, de l'Association des manufacturiers canadiens et d'autres groupes dont la Société de l'industrie des matières plastiques, et tous sont intéressés, je crois. Ce sont ces gens-là que cela touche. Ils ne feront pas seulement le travail eux-mêmes, mais ils en recueilleront les bénéfices, comme tous les Canadiens d'ailleurs. Sans doute il nous faudra éviter à tout prix de nous immiscer dans l'affaire et de gâcher leurs fructueux efforts. Néanmoins, je crois qu'un organisme de coordination sera utile. Quelqu'un l'a appelé, je crois, le superconseil. Je n'aime pas ce mot; il ressemble à commissaire des normes et je ne crois pas que nous procédions ainsi au Canada. Le problème en ce qui concerne certains de ces critiques de critiques, c'est que nous parlons comme si nous n'étions pas canadiens. Vous savez, nous avons toujours eu un régime, notre régime parlementaire, où un premier ministre et un gouvernement majoritaire pourraient instituer la pire des dictatures. Et pourtant, ce n'est pas le cas.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Ah non?

M. Danson: Du moins pas encore. Je crois que les Canadiens la combattraient avec acharnement. Nous ne lui permettrions jamais de s'affirmer. S'il y avait ne fut-ce que la moindre velléité en ce sens sur les premières banquettes—et on ne la distingue pas du tout—ceux de l'arrière-ban ne le toléreraient pas parce que fondamentalement, je crois,

nous sommes une société libre et démocratique, et cela ne pourrait arriver. Avec tous les contrepoids qu'ont les autres régimes, je n'en vois pas un qui ait plus de responsabilités que nous. Peut-être y en a-t-il qui sont un peu plus efficaces, mais je ne voudrais pas échanger cette efficacité contre le choix dont je dispose et, de toutes façons, j'ai également de grands doutes sur cette efficacité-là.

La qualité de la vie en est le reflet même. Je pense avoir dit hier, au cours du débat, que notre niveau de vie vient au deuxième rang parmi tous les pays du monde. Certains disent au troisième, parce que techniquement la Suède a un niveau de vie plus élevé. Je respecte les Suédois. C'est un grand peuple et la Suède est un pays magnifique. Je ne crois cependant pas que j'échangerais notre standard de vie contre le leur, ni d'ailleurs contre celui du pays qui a, dit-on, les normes d'existence les plus élevées dans tout l'univers. Ce n'est pas ce qui fait la grandeur d'un pays. Nous tirons notre grandeur du fait que nous sommes Canadiens, et notre grandeur est bien particulière; nous ne sommes pas supérieurs aux autres peuples, mais nous sommes grands à notre façon.

• (4.20 p.m.)

J'ai abordé un domaine philosophique où je ne devrais peut-être pas m'aventurer en parlant de normes, mais les normes à l'étude sont des normes canadiennes. Il s'agit d'une mesure législative canadienne et nous réagirons et collaborerons à titre de Canadiens. C'est-à-dire que nous ne serons extrémistes que si nos amis s'immiscent trop dans nos affaires, ce qui est peu probable.

Étant donné l'affection dont la Chambre entoure le ministre qui a présenté ce bill, je crois que le mandat du Conseil sera éminemment équitable. J'entrevois le grand rôle que pourront jouer l'industrie, le monde des affaires et les consommateurs par suite du travail de premier ordre accompli par les organismes privés de notre pays, travail que le Conseil canadien des normes coordonnera, inspirera et facilitera à l'avenir.

[Français]

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur le président, je tiens d'abord à exprimer ma reconnaissance à certains députés qui ont participé à ce débat, notamment les honorables députés de Gander-Twillingate, de Wellington, de Saint-Jean-Est et de Champlain (MM. Lundrigan, Hales, McGrath et Matte), qui sont restés à la Chambre pour entendre les réponses à quelques-unes des questions qu'ils ont posées.